Intifada al-Quds en Palestine : Poursuivre le chemin de la libération

Intifada al-Quds en Palestine : Poursuivre le chemin de la libération

N°1 — Octobre 2015 Rim Al-Khatib

« Par la permission d'Allah, nous retournerons à Yafa, Haïfa, Akka, Safad… » (martyr Diya' Talahme, assassiné fin septembre 2015, dans la ville d'al-Khalil, lors d'une manifestation en solidarité avec les murabitun et murabitat dans al-Aqsa).

L'Intifada al-Quds, dont certains situent le déclenchement au premier octobre, est la poursuite, à plus grande échelle, et de manière plus intense, de la révolte quasi-permanente des Magdissis, depuis plus d'un an, depuis l'assassinat de Mohammad Abu Khdayr plus précisément, au mois de juin 2014. Depuis cette date, la ville d'al-Quds est devenue le champ d'affrontement à tous les niveaux entre les Palestiniens Magdissis et les forces coloniales. Dans les rues et ruelles de la vieille ville, dans les bourgs et quartiers d'al-Quds, les jeunes se sont opposés à la terreur sioniste, celle qui consiste à tuer, arrêter, blesser, asperger d'eaux usagés, à lancer les grenades à gaz asphyxiant, écraser, détruire les palestiniennes, réprimer toute expression propriétés indépendante et expulser. Mais l'arrogance sioniste n'ayant pas de limite, les dirigeants de l'entité coloniale ont voulu profiter de l'absence de l'intérêt arabe et musulman pour la Palestine, pour activer le plan de la judaïsation de la mosquée al-Agsa. Tout au long des mois de 2014 et 2015, les occupants s'en sont pris à la présence musulmane dans la mosquée, en interdisant l'entrée des fidèles, soumettant à des contrôles humiliants, en arrêtant femmes et hommes aux portes ou à l'intérieur de la mosquée, quand ces derniers s'opposent aux profanations de la mosquée par les colons et officiels de l'entité, en émettant des dizaines

d'ordres d'éloignement de la mosquée al-Aqsa, ou d'al-Quds, à des Palestiniens venus des territoires occupés en 48 ou à des Maqdissis. Al-Quds et la mosquée al-Aqsa sont menacés par la judaïsation. Ce fut la cause directe de la généralisation de la révolte palestinienne contre l'occupation.

Revenir aux premiers moments de l'Intifada al-Quds peut aider à comprendre son déclenchement. Les scènes de violence perpétrée contre les Murabitat (femmes gardiennes de la mosquée al-Aqsa), alors que les juifs entraient sous escorte sécuritaire, par centaines, dans la mosquée, prétendant qu'il s'agit de l'emplacement d'un temple juif, et le silence complice des dirigeants arabes et musulmans devant de tels actes provocateurs, ont poussé les Palestiniens à riposter comme il se doit : les opérations de poignard, la première menée le 3 octobre par le martyr Muhannad Halabi, membre de la Lique estudiantine du Mouvement du Jihad islamique. immédiatement suivie par d'autres opérations semblables, les manifestations, jets de pierre et de cocktails molotov sur l'occupant dans les bourgs magdissis, puis aux points de confrontation avec les forces armées de l'occupation en Cisjordanie, et notamment dans la ville d'al-Khalil et les camps palestiniens. Ce soulèvement dans al-Quds et quelques villes et villages de la Cisjordanie est accompagné par un soulèvement dans les territoires occupés en 48, principalement dans les villes et grands bourgs. Quelques jours après, les Palestiniens de la bande de Gaza affirment leur participation à l'Intifada en manifestant près la « zone sécurisée ». Les sionistes commettent un massacre en tirant : onze martyrs tombent.

Les causes de l'Intifada al-Quds sont multiples, et la défense de la mosquée al-Aqsa, comme lors de la seconde intifada en 2000, est le motif déclencheur. S'il faut établir un ordre dans l'énumération des causes, il faut placer en second lieu les horribles crimes commis par les colons, restés impunis malgré les protestations de quelques dirigeants sionistes, poussant la colère palestinienne à son comble. Puis la colonisation rampante, les barrages humiliants, les arrestations par centaines, les guerres contre Gaza et le blocus maintenu, malgré les victoires militaires de la résistance palestinienne. Les discours creux de l'Autorité palestinienne et de son chef ont confirmé la nécessité de se

prendre en main, et de ne rien attendre de la direction, d'autant plus que la division inter-palestinienne semble perdurer. Et pour clore, l'absence totale de la question palestinienne dans les discours prononcés à l'assemblée générale de l'ONU, le 29 septembre. Le fait de faire du 30 septembre « la journée du drapeau palestinien », saluée par l'Autorité palestinienne, est apparu comme une piètre mascarade qui ne répond en rien aux crimes de l'occupation coloniale.

Résistance palestinienne et répression :

Fin septembre, l'opération de la résistance palestinienne contre des colons de « Itamar » a prouvé qu'il était possible de mener des opérations armées en Cisjordanie, bravant la coordination sécuritaire entre l'Autorité palestinienne et l'occupant. Bien que certains analystes essaient de la séparer des événements qui ont suivi, cette opération a signalé que la colère palestinienne est à son comble, surtout depuis l'immolation par les colons de la famille Dawabsheh, deux mois plus tôt. Mais c'est dans al-Quds occupée, dans les ruelles de la vieille ville, que l'opération de poignard menée par le martyr Muhannad Halabi, le 3 octobre, que le coup d'envoi est donné pour les futures opérations de poignard, malgré la vague répressive et meurtrière de l'occupation qui a suivi et qui se poursuit. Plus de 1200 Palestiniens sont arrêtés au cours de trois semaines d'Intifada, la plupart dans les villes d'al-Quds et d'al-Khalil. Selon les statistiques, 23% sont des enfants âgés entre 13 et 18 ans. Le nombre de blessés a dépassé les 2000, entre blessés graves et blessés légers, victimes des tirs à balle réelle, du gaz asphyxiant, et des brutalités de l'occupation. 64 martyrs sont tombés depuis le 3 octobre, dont 20 de la ville d'al-Khalil, 15 dans la ville d'al-Quds, 14 dans la bande de Gaza, où se rassemblent régulièrement des jeunes, en soutien à l'Intifada al-Quds, et parmi eux 14 enfants de moins de 18 ans. Le nombre élevé des martyrs est dû au fait que l'occupant a intentionnellement exécuté des Palestiniens, surtout des jeunes et des enfants, prétendant qu'ils avaient l'intention de poignarder des colons ou des soldats sionistes. Tout comme il a préféré exécuter les résistants qui ont effectivement poignardé ou écrasé des colons, plutôt que de les blesser et de les arrêter. En

procédant à leur exécution sur le terrain, les sionistes pensent d'une part pouvoir arrêter la révolte palestinienne, alors que le crime de l'exécution ne fait que raviver la colère et la détermination palestiniennes, et d'autre part, poursuivre leur politique d'extermination lente du peuple palestinien. Pour les sionistes, l'individu palestinien ne compte pas. Il faut mentionner que la tuerie exécutée sur les Palestiniens de Gaza, le 10 octobre, ressemble en tout point à celle executée en mai 2011 sur les réfugiés palestiniens, qui s'étaient regroupés aux frontières palestino-libanaises et dans le Golan, réclamant leur droit au retour en Palestine. Dans les deux cas, les dirigeants sionistes tirent dans la foule pour tuer. Ces tueries prouvent que les sionistes ont peur, même lorsque les Palestiniens avancent sans armes, vers les « frontières ». Juste le fait de marcher vers les « frontières » avec une possibilité de les franchir les rend hystériques.

Croyant pouvoir réprimer la colère des Palestiniens, les sionistes ont décidé de ne plus livrer les corps des martyrs aux familles, afin d'éviter les marches funèbres, qui sont souvent des manifestations contre l'occupant. Mais cette décision a suscité des manifestations réclamant les corps des martyrs.

L'hystérie bat son splein dans l'entité coloniale, avec 56 opérations de poignard exécutées par les résistants palestiniens, rien qu'au cours de ce mois d'octobre. Les opérations palestiniennes ont entraîné la mort de 11 sionistes, et blessé quelques centaines, parfois de manière indirecte, car elles ont entraîné une telle panique au sein des colons, vivant dans les territoires occupés en 1948 ou en 1967, que les sionistes se ruaient par les hublots des trains pour fuir des soit-disant menaces qu'ils voyaient partout. Ou alors, les sionistes se tiraient les uns sur les autres, pensant qu'il s'agissait d' « Arabes ». Cet état de panique généralisée au sein de la colonie a eu des répercussions sur l'économie de l'entité, notamment dans al-Quds, même dans sa partie occidentale. La presse sioniste a consacré des articles à ce propos, mettant en avant que ce sont les petits et moyens commerçants sionistes dans la ville d'al-Quds qui ont « souffert » le plus de l'Intifada al-Quds.

Martyrs palestiniens tombés depuis le 3 octobre : 1 — Muhannad

Halabi (al-Bireh), 19 ans ; 2 — Fadi Aloun (Al-Quds), 19 ans ; 3 - Amjad Jundi (Yata, Al-Khalil), 20 ans ; 4 - Thaer Abu Ghazale (Kfar Agab, Al-Quds), 19 ans ; 5 — Abdel Rahman Ubaydullah (Camp Ayda, Bayt Laham), 11 ans (tombé le 5 octobre); 6 - Hudayfa Sulayman (Tulkarm), 18 ans; 7 - Wissam Jamal (Camp She'fat, al-Quds), 20 ans; 8 — Mohammad Jaabari (Khalil), 19 ans ; 9 — Ahmad Jamal Salah (Camp She'fat, al-Quds), 20 ans; 10 — Ishâg Badran (Kfar Agab, al-Quds), 16 ans (tombé le 10 octobre) ; 11 — Mohammad Sa'id Ali (Camp She'fat, al-Quds), 19 ans; 12- Ibrahim Awad (Bayt Ummar), 28 ans; 13 - Ahmad Sharaka (Camp al-Jalazon) 13 ans (assassiné le 11 octobre); Mustafa al-Khatib (Sour Baher, al-Quds), 17 ans (assassiné le 12 octobre) ; 15 — Hassan Manasra (Bayt Hanina, al-Quds), 15 ans; 16 — Mohammad Shamasne (Qatana, al-Quds), 22 ans ; 17 Baha' Alaayn (Jabal Mukabber, al-Quds), 22 ans ; 18 - Alaa Abu Jamal (Jabal Mukabber, al-Quds), 33 ans ; 19 -Mu'tazz Zawahra (Bayt Laham), 27 ans ; 20 — Bassel Sard (al-Khalil), 20 ans ; 21 — Ahmad Sha'ban (al-Quds), 23 ans ; 22 — Riyad Dar Youssof (Ramallah) 46 ans ; 3 — Fadi Darbi (Jénine, décédé en détention), 30 ans ; 24 - Ihab Hanini (Bayt Fourik, Nablus), 19 ans : 25 — Iyad Awawdeh (al-Khalil), 26 ans ; 26 — Tareq Natché (al-Khalil), 17 ans ; 27 — Bayan Usayli (al-Khalil), 16 ans; 28 — Fadl Qawasmeh (Al-Khalil), 18 ans; 29 - Omar Fagih (Qatana, al-Quds), 23 ans ; 30 - Mu'tazz Uwaysat (Jabal Mukabber, al-Quds), 16 ans; 31 — Muhannad Uqbi (Naqab), 21 ans ; 32 — Hoda Darwish (Issawiya, al-Quds), 65 ans; 33 — Uday Musalma (al-Khalil), 24 ans; 34 — Hamza Amleh (Bayt Ula, al-Khalil), 25 ans; 35 — Hussam Jaabari (al-Khalil), 18 ans ; 36 — Bashar Jaabari (al-Khalil), 15 ans ; 37 - Mu'tazz Qassem (Izariya, al-Quds), vingtaine ; 38 -Hashim Hashim (al-Khalil), 54 ans ; 39 — Mahmoud Ghunaymat (Sourif), 20 ans ; 40 — Ahmad Kamil (Qabatya, Jénine), 17 ans; 41 - Dania Irshid (Al-Khalil), 17 ans; 42 - Saad al-Atrach (al-Khalil), 20 ans ; 43 - Raed Jaradat (Sa'ir, al-Khalil), 22 ans ; 44 — Iyad Jaradat (Sa'ir, al-Khalil), 19 ans.

45 — Shadi Hussam Dawla (Gaza), 20 ans ; 46 — Ahmad Herbawi (Shaja'iya, Gaza), 20 ans ; 47 — Abd Wahidi (Shuja'iya), 20 ans ; 48 — Mohamad Raqab (Gaza), 15 ans 49 — Adnan Abu Alayan (Khan Younes, Gaza), 22 ans ; 50 — Ziyad Sharaf (Gaza), 20 ans ; 51 — Jihad Ubayd (Dayr Balah, Gaza), 22 ans ; 52 —

Marwan Barbakh (Gaza), 13 ans (tombé le 10 octobre); 53 — Khalil Uthman (Gaza), 18 ans; 54 — Nour Hassan (Gaza), 30 ans; 55 — Rahaf Hassan (Gaza), 2 ans (bombardée le 11 octobre); 56 — Shawqi Ubayd (Bayt Hanoun) 37 ans; 57 — Yahya Farhat (Shuja'iya, Gaza), 24 ans; 58 — Mahmoud Hamida (Gaza), 22 ans; 59 — Ahmad Sarhi (Gaza), 20 ans; 60 — Yahya Karira (Gaza), 20 ans; 61 — Khalil Abu Ubayd (Khan Younes), 25 ans. 62 — Izzidine Abu Shakhdam (al-Khalil); 63 — Shadi Qudsi (al-Khalil); 64 — Human Sa'id (al-Khalil), 22 ans Déclarations: le refus de l'accord américano-jordanien-

sioniste sur la mosquée al-Aqsa

Nombreux sont les responsables palestiniens qui ont riposté à l'accord conclu entre le sioniste Netanyahu, l'Américain Kerry et le régime jordanien, concernant la mosquée al-Agsa. L'accord qui affirme revenir à la situation antérieure ne change rien en fait, puisqu'il autorise les sionistes et les étrangers à profaner la mosquée, et accorde aux sionistes le droit d'autoriser les fidèles palestiniens à entrer dans leur mosquée, s'ils montrent « patte blanche », c'est-à-dire s'ils prouvent qu'ils sont « paisibles », selon les critères sionistes. De plus, des caméras seraient installés tout autour de la mosquée, pour le contrôle des fidèles à l'intérieur de la mosquée. Dans cet accord, Netanyahu a effrontement menti, lorsqu'il a affirmé que les sionistes n'ont pas eu l'intention de modifier le statut de la mosquée al-Aqsa, ce qui est contredit par les manuels scolaires des sionistes où la mosquée al-Aqsa n'existe pas. Dans les déclarations de Netanyahu et de tous les sionistes, de gauche et de droite, , c'est toujours du « Mont du temple » qu'ils parlent, ne reconnaissant pas la présence de la mosquée al-Aqsa, ce qui confirme leur intention de la détruire.

Le Mouvement Islamique dans l'intérieur palestinien (occupé en 48) a commenté l'accord disant que « la « situation antérieure » que nous connaissons historiquement et que nous considérons comme étant une solution est l'entière souveraineté musulmane sur la mosquée al-Aqsa et la fin de l'occupation israélienne. » Le Mufti d'al-Quds, Mohammad Hussayn a pour sa part déclaré : « la mosquée al-Aqsa est une mosquée intégralement musulmane, et pour les musulmans seuls. Personne ne peut partager avec eux cette souveraineté et elle

ne peut être soumise à des entretiens ou consultations ». Il a ajouté : « al-Aqsa subit des agressions menées par différentes parties israéliennes, avec le souien du gouvernement israélien et sa police. S'ils veulent s'éloigner de la mosquée et arrêter leurs agressions, qu'ils le fassent tous seuls, car nous ne participatons pas à ce genre de rencontres (proposition sioniste d'organiser une réunion conjointe). Al-Aqsa n'est pas soumis à la discussion entre musulmans et juifs, ou pour toute sortes d'initiatives. C'est une mosquée intégralement musulmane, aux Arabes et musulmans seuls, et les Juifs n'y ont aucun droit. »

Le président du « Conseil Islamique », sheikh Ikrima Sabri, a affirmé que le fait d'accepter d'installer des caméras de surveillance « israéliennes » dans la mosquée al-Aqsa et ses places, sous l'égide des Awqaf islamiques et les autorités de l'occupation, signifie accepter de collaborer avec l'occupation pour la gestion de la mosquée et des lieux saints dans al-Quds occupée, ce qui est très grave ». Il a poursuivi que les Palestiniens ne le permettront pas.

L'Autorité palestinienne, par la voix de son ministre des Affaires Extérieures, a déclaré que les caméras qui seraient installés sont prévues pour contrôler les Palestiniens. Cette déclaration a a uscité la colère des responsables jordaniens qui expliquent que les caméras sont conçues pour documenter sur les agressions sionistes, et qu'elles ne sont pas sous surveillance de l'entité coloniale, mais que « des équipes jordaniennes et israéliennes se mettront d'accord » sur la question, pour faire « régner le calme dans la mosquée ».

Le mouvement du Hamas a déclaré à ce propos qu'il est « nécessaire de confirmer l'état historique de la mosquée al-Aqsa, comme cela était avant l'occupation par l'entité israélienne de la mosquée et de la ville d'al-Quds, avant 1967, car il s'agit d'un lieu intégralement et exclusivement musulman, et le département des Awqaf d'al-Quds est responsable de sa gestion, cela d'un point de vue juridique, légal et historique. »

Concernant la visite de Ban Ki Mon, en Palestine occupée, pour rencontrer les dirigeants sionistes et les Palestiniens, le député du mouvement Hamas, Isma'il al-Achkar a déclaré le 20/10 : « A mon avis, la visite du secrétaire général de l'ONU à l'entité sioniste vise à se rassurer sur la capacité de

l'entité à supporter la révolution des poignards et l'intifada menée par les jeunes de notre peuple palestinien ». Il a dénoncé cette visite comme servant à propager les mensonges de l'occupation et à faire pression sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle arrête l'Intifada al-Quds. Cette position est partagée par l'ensemble de la classe politique et des mouvements de la résistance palestinienne, qui ont dénoncé la visite de Ban Ki Mon en affirmant que ce dernier cherche avant tout à arrêter l'Intifada, pour assurer les intérêts de l'occupation.

Analyses:

Dans un article paru le 27 octobre intitulé « Une fois encore, à propos des objectifs de la lutte palestinienne » Munir Shafiq, penseur arabo-palestinien, revient sur les objectifs de la révolution palestinienne et ses stratégies. Il affirme que le fait d'avoir introduit comme objectif la création d'un Etat palestinien est au centre de la crise vécue par le mouvement national palestinien. Car cette revendication a entraîné les concessions, d'autant plus qu'il s'agissait d'un Etat qui n'a pas sa base, la terre, qui est occupée. Cette revendication a été placée à la tête de toutes les autres, comme si le but était de fonder un Etat, et non de libérer la Palestine occupée. Pour l'auteur, les objectifs actuels sont et ne réclament pas de longs débats : chasser l'occupant des territoires occupés en juin 1967, démanteler les colonies, libérer les prisonniers. Pour ce faire, la lutte palestinienne doit inclure la lutte armée, la résistance et les luttes populaires.

Dans un article paru le 21 octobre, l'ancien responsable au Fateh, Mu'in Taher, défend l'idée que la résistance armée n'est pas la « militarisation » de l'Intifada. En effet, depuis le début du déclenchement de l'Intifada, certains intellectuels proches de l'Autorité palestinienne et de la gauche palestinienne ont mis en garde contre la « militarisation » de l'Intifada, considérant que cette militarisation nuira au mouvement populaire, mais ces intellectuels craignaient en fait l'utilisation des armes dans la lutte actuelle. Mu'in Taher répond en montrant la différence entre la résistance armée et la « militarisation », la première étant légitime et doit être présente aux côtés des

luttes populaires, alors que la « militarisation » n'a pas lieu d'être, puisque c'est un phénomène maladif qui s'est plutôt retourné contre le peuple, l'apparition publique en armes ne signifie pas mener la résistance. La résistance armée peut et doit être le soutien de la lutte populaire, qui peut prendre des formes très différentes, comme organiser les comités de surveillance pour protéger les villages, couper les routes, boycotter les produits sionistes, arrêter de travailler dans les marchés sionistes, arrêter de payer les impôts, dénoncer ceux qui collaborent avec l'ennemi, etc... La résistance armée ne doit pas s'isoler des masses en lutte, sinon elle est vite encerclée par l'ennemi. C'est le peuple qui protège la résistance.

Dans un article daté du 28 octobre, intitulé « Kerry et la légalisation de la profanation d'al-Aqsa », le professeur Abdel Sattar Qassem dénonce le plan Kerry concernant la mosquée al-Aqsa, affirmant d'abord que les Etats-Unis sont des alliés de l'occupation et ne peuvent jouer le rôle de médiateur dans ce conflit. Pour lui, Kerry a légalisé la présence et profanation par les non-musulmans de la mosquée al-Aqsa, alors que les Nations-Unies avaient jusque là voulu maintenir un statu-quo. Mais les Etats-Unis sont allés contre ce statu quo en proposant que les juifs aient « droit de visite » dans la mosquée. Ce droit, seuls les Palestiniens sont autorisés à l'accorder à qui bon leur semble, et nul autre. En fait, la proposition de Kerry légalise, pour la première fois, au niveau international, le « droit » des Juifs à se trouver dans la mosquée al-Aqsa et d'autres lieux saints en Palestine. L'auteur compare la proposition de Kerry à la promesse Balfour, qui a d'abord proposé un « foyer », puis il y a eu le partage entre « Juifs et Arabes », puis toute la Palestine est sous occupation sioniste à présent. Il peut être de même pour la mosquée al-Aqsa, qui de « exclusivement musulmane », passe à un « droit de visite », puis devient « juive et musulmane » pour finir « juive ».

Dans la presse sioniste :

La décision de Netanyahu de supprimer le droit de séjour aux Palestiniens de certains quartiers de la ville occupée suscite des remous dans la presse sioniste, notamment libérale comme Haaretz, tout comme l'ordre de bloquer certains quartiers

(Jabal Mukabber, Issawiya) par des murs ou des blocs en béton. Cette dernière mesure est considérée comme allant à contrecourant de la déclaration de l'unification de la ville d'al-Quds. Pour certains analystes, al-Quds n'a jamais été unifiée (Est et Ouest), car les différences sont très vives entre les deux parties, non seulement par la population, mais aussi par les services fournis par la municipalité, la partie orientale d'al-Quds, occupée en 1967, reste très en-deça de l'égalité avec la partie occidentale. Si la presse sioniste rapporte généralement les opérations de poignard ou les prétendues opérations, justifiant les assassinats et les exécutions, elle souligne par ailleurs l'état de panique dans la société coloniale. La presse libérale essaie cependant de mettre en garde contre la répression des « Arabes israéliens » (les Palestiniens de 48), en les empêchant de s'exprimer « dans les limites fixées par les lois » sionistes, et de leurs députés, car une forte répression entraînera des dommages dans la « société israélienne ».

Le mouvement du Jihad islamique en Palestine et l'Intifada : remettre la Palestine en avant

Le membre de la Ligue estudiantine du « Mouvement du Jihad islamique », le martyr Muhannad Halabi, qui a annoncé sur sa page Facebook, avant de mener son opération martyre, le déclenchement de la troisième intifada… nous rappelle ces jours-ci l'étincelle par laquelle le Mouvement (du Jihad islamique) a contribué à déclencher la première Intifada à la fin de 1987, avec le martyre du dirigeant Misbah Souri, suivi par un nombre de martyrs le 6 octobre de la même année : Sami Sheikh Khalil, Ahmad Halas et Zuhdi Qrayqe'.

Le Mouvement du Jihad a considéré et considère toujours que la riposte au silence, au complot et à l'élargissement de la colonisation, à l'intensification des agressions contre notre peuple et ses lieux saints, ne se mène pas par les communiqués, l'appel à trouver des solutions, la course aux règlements humiliants, mais par la véritable confrontation sur le terrain.

Que les éléments de ressemblance sont précis et clairs entre les ambiances de la première et seconde, et entre les ambiances de l'intifada actuelle ! Le peuple palestinien a beaucoup souffert du fait de la répression pratiquée par les sionistes, leurs tentatives de judaïser la mosquée al-Aqsa, l'expulsion et l'étouffement des citoyens, leur encerclement et la démolition de leurs maisons, l'arrestation incessante de centaines de jeunes et leur détention dans les prisons.

Le peuple palestinien a possédé tous les facteurs et les motifs de l'Intifada, ou la révolution contre l'injustice, l'oppression et la tyrannie. Sa volonté a rejoint la ligne, la voie et la manière d'agir du Mouvement du Jihad, formant ainsi ce flux puissant et torrentiel, qui représente une page lumineuse et glorieuse de l'histoire du peuple palestinien.

Il est vrai que toute phase de l'Intifada de notre peuple porte ses particularités et spécificités, liées à la nature de l'événement et des circonstances qui l'entourent. Mais il est également vrai que l'Intifada al-Quds actuelle porte de nombreuses significations. Elle a été déclenchée bien que le monde arabe soit préoccupé par ses problèmes et soucis, et le monde a ignoré l'appel lancé pour secourir notre peuple. L'intifada intervient aussi au moment où l'ennemi profite de la soumission entière de l'Autorité palestinienne et de l'effondrement des accords d'Oslo. Il a alors lancé ses meutes de colons en direction de la profanation des lieux saints, pour arriver au stade de tenter d'imposer une nouvelle situation, qui prépare la destruction d'al-Aqsa et la construction du prétendu temple à sa place.

Le mouvement du Jihad islamique, qui a analysé la situation avec profondeur, a considéré que le projet de règlement a perdu toute sa justification et son prétexte en abandonnant la voie de la résistance et en s'égarant dans les dédales de la politique de négociations, à travers laquelle l'Autorité palestinienne n'a cueilli que les déceptions.

De même, il a réalisé que les Etats arabes se comportent avec la cause palestinienne comme une cause secondaire et même un poids dont il faut se débarrasser, ce qui a permis aux Etats occidentaux et à l'Administration américaine, plus précisément, de continuer à dédouaner les crimes commis par l'ennemi sioniste. C'est pourquoi le mouvement du Jihad islamique, considère que la solution réside dans l'Intifada et la résistance, et le soutien au peuple par tous les moyens, pour affronter la stérilité politique, la soumission et le désespoir, pour s'adresser au monde en inventant des moyens renouvelés pour frapper l'ennemi et ses projets.

L'Intifada, pour le Mouvement du Jihad, est née des profondeurs de la douleur, c'est une naissance issue de l'accumulation des événements, pour affronter toutes les formes de corruption, d'injustice et d'agression.

Sa principale manifestation est d'avoir replacé la Palestine en tant que cause centrale première du peuple palestinien, et de la nation arabo-musulmane, et d'avoir obligé le monde à se comporter avec la cause d'une manière différente.

Le Mouvement du Jihad a perçu très tôt, et a maintes fois mis en garde contre l'utilisation de l'Intifada dans le marché des concessions politiques, et non en tant que stratégie globale. C'est pourquoi le Mouvement a tenu à dénoncer et à dévoiler toute tentative de dévoyer l'Intifada de sa voie, et a agi et agit constamment aux côtés du peuple pour réaliser les principaux buts pour lesquels elle fut déclenchée.

Le principal objectif et le plus important que poursuit le Mouvement est la libération de la Palestine, de toute la terre palestinienne. Il sait parfaitement que la voie pour y arriver est semée par la douleur et les difficultés, et le Mouvement a payé, dans cette voie, une énorme quantité de sang, au moment où des dizaines de ses militants sont détenus dans les prisons de l'ennemi. Il considère normal que ce prix soit payé pour ceux qui aspirent à la liberté et la libération.

Pour le Mouvement du Jihad, l'Intifada est un état populaire qui se propulse des profondeurs de la foi, des profondeurs de la souffrance dans la confrontation avec l'ennemi qui ne laisse aucun moyen répressif sans l'essayer, et qui réalise que plus il intensifie sa terreur et sa tyrannie, plus l'Intifada intensifie ses coups et sa violence.

Le Mouvement du Jihad islamique mise sur la volonté vive du

peuple dans tous les affrontements et réalise que le déclenchement de l'Intifada aujourd'hui va se poursuivre jusqu'à parvenir au but recherché, qui est d'obliger l'ennemi à arrêter son agression, d'unifier la vision et la boussole envers la cause centrale, dimposer de nouvelles réalités sur le terrain, qui donnent à nouveau considération à la ligne et la voie de la résistance.

Tout comme la première et la seconde Intifada ont laissé des traces sur l'entité de l'ennemi, l'Intifada al-Quds a bousculé toutes les prévisions. Elle a suscité la peur et la division au sein des rangs sionistes, et a causé des crises économiques et psychologiques étouffantes, et elle a unifié le peuple palestinien et ses forces résistantes.

L'Intifada est, à notre avis, la découverte de soi et de l'identité, l'incendie dans la maison fortifiée, et par conséquent, la révolution de l'intérieur, la pureté de l'intérieur, a acquis sa place naturelle.

L'intifada a rapproché l'ensemble vers al-Quds, plus qu'à aucun moment antérieur.

Source : <u>algudsnews.net</u>

Publié le 24-10-1015

Traduction : Baladi

Le soulèvement populaire éloigne-t-il les foules des factions ?

Al-Akhbar - Eliyya Ghreibeh

20-10-1015

Le « soulèvement populaire palestinien » est mené par une tranche jeune, de façon spontanée ou individuelle, loin des cadres organisationnels et factionnels. Ceux-là se plaignent de « l'état de désespoir » en raison des fruits amers récoltés lors des années de négociations, de résistance populaire et de division des factions.

Les Palestiniens craignent que l'entrée des factions nationalistes et islamistes dans le soulèvement populaire emmené par les jeunes n'ait un effet négatif, d'autant que les opérations de ces jours-ci sont porteuses d'un caractère individuel et non pas organisationnel. C'est principalement cela qui rend incapables les Israéliens d'y mettre un terme, alors que d'autres pensent qu'il faut que les factions soutiennent les foules afin que leurs efforts réussissent. Les factions pourraient entrer en jeu au cas où les Israéliens se livreraient à des attaques de grande ampleur.

La majorité des manifestants sont des jeunes, entre 15 et 20 ans. Ils ont montré qu'ils faisaient peu de cas des appels des factions. Car le jour où les organisations ont appelé à un défilé de « mobilisation et de colère » mercredi dernier, seuls quelques dizaines de jeunes se rendirent au check-point de Qalandia, alors que les autres battirent d'un revers de main ces appels, se dirigeant vers l'entrée Nord d'Al-Bireh, près de la colonie de Beit El. Même les appels intenses lancés par le Hamas et le Jihad islamique à Gaza, au niveau directionnel, pour un « vendredi de colère », n'ont pas eu la réponse des dirigeants et des représentants des factions, poussant les jeunes à ironiser sur « le peuple résiste, les factions saluent ».

La plupart des jeunes qui déclenchent les affrontements quotidiennement dans les villes de Cisjordanie nient eux-mêmes que ce qui les agite serait dû à leur appartenance politique. De même qu'ils s'associent au refus de l'idée de la résistance pacifique proposée par l'AP, et lui font même porter la responsabilité de la recrudescence d'attaques israéliennes et du vol de leurs terres. Il est intéressant de noter que nombre des auteurs d'opérations au couteau ont recommandé que leurs forfaits ne soient revendiqués par aucune organisation, et que le profil socio-politique de certains d'entre eux montrent qu'ils n'étaient affiliés à aucune entité politique.

Dans le même temps, l'on a remarqué lors des trois semaines d'affrontements que les manifestants ont gardé le drapeau palestinien levé au points de frictions, sans brandir ceux des factions, qui ont été peu aperçus, et surtout quand les blocs étudiants ont appelé les universités à manifester, sans oublier l'essor de la campagne « un seul drapeau, une seule patrie ».

Malgré tout, les informations sur le déclenchement d'affrontements armés proches du camp de Qalandia ces derniers jours (après le martyre du jeune Omar Al-Faqih au check-point du camp) suscitent des interrogations sur un d'intervention des factions. Des témoins oculaires habitant à Qalandia rapportent qu'un groupe des « Brigades des martyrs d'Al-Agsa », la branche armée du Fatah, a été aux prises avec les forces de l'ennemi, les poussant à se retirer du camp qu'elles avaient pris d'assaut pour arrêter des personnes recherchées et remettre des ordres de démolition du domiciles des auteurs d'opérations. De même que d'autres citoyens ont rapporté que les bruits de balles entendus à Silwad, à l'est de la ville de Ramallah, le lendemain, résultaient là aussi d'affrontements armés dans la région. Les citoyens se sont abstenus de donner les noms des blessés ou de leur organisation pour des raisons de sécurité. L'on ne peut, sur pas déceler d'intervention base, toujours organisationnelle dans le soulèvement populaire en cours.

Quant aux positions dans les médias et les communiqués des organisations, elles sont multiples, et aucune position clairement unifiée n'est sortie de ce soulèvement. Les

premières positions à avoir été rendues publiques sont celles du président de l'AP Mahmoud Abbas, qui préside également le Fatah. Dans les faits, son discours est intervenu après deux semaines de mobilisation populaire, lors duquel il a confirmé sa précédente stratégie de « résistance populaire pacifique et de lutte politique et juridique », au moment où 30 personnes étaient déjà tombées en martyrs (le nombre a atteint les 44 hier dans les différentes régions de Palestine).

Pour ce qui est de la position du Hamas, le mouvement a émis plusieurs communiqués et déclarations de soutien, annoncer officiellement sa participation dans le soulèvement. Mais le dirigeants du Hamas en Cisjordanie Hassan Youssef indique que « le Hamas, avant ce soulèvement, sortait dans des défilés en refus de la judaïsation et en soutien à Al-Aqsa. Il y a jusqu'à maintenant une grande présence de membres du mouvement aux côtés des autres forces nationales sur les points de friction et dans les opérations ». Youssef ajoute : « Les blocs étudiants sortent également des universités, surtout à Birzeit, connue pour sa capacité à changer et à mener la situation politique tout au long de l'histoire », parlant d'une rencontre régulière que tiendront les factions nationales et islamistes « afin de guider ce soulèvement dans les prochains jours, et qui sera pour nous l'occasion de ressouder notre peuple ».

Les mêmes positions se répètent du côté du Jihad islamique, du FPLP et du FDLP, qui soutiennent le soulèvement, mais sans montrer de participation officielle. Ces factions ont organisé en commun plusieurs défilés dans la bande de Gaza en solidarité avec la Cisjordanie et Jérusalem.

En commentaire à ce qui précède, l'écrivain Rassem Obeïdat pense que « les factions n'ont pas réussi jusqu'à maintenant à encadrer ce qui se passe, à l'organiser, ni même à en constituer une direction. Si les factions entrent dans le soulèvement, elles seront devant une intifada populaire globale touchant Jérusalem, la Cisjordanie et même

l'Intérieur. Mais cela est conditionné à la capacité de ces forces à faire pression sur l'AP pour qu'elle se déleste de sa relation sécuritaire avec l'occupation. (...) Si une militarisation de l'intifada s'opérait, nous nous retrouverions dans un cas similaire à celui qui prédominait avant la dernière agression contre Gaza ».

Cet ennemi auquel nous avons affaire

Article de Fadwa Nassar 23 -10-2015



Cet ennemi a d'abord envahi notre terre. Il y a planté des colonies de peuplement juives qui se sont étendues sur les terres de nos villages démolis, jusqu'à encercler progressivement nos villages restés debout et encore habités par les Palestiniens. Il asphyxie ntore présence pour nous pousser à quitter notre pays.

Cet ennemi a falsifié l'histoire de la région, et notamment de la Palestine, pour justifier son invasion coloniale. Il fait référence à des milliers d'années, à des temps dits bibliques, pour revendiquer la terre de la Palestine. Il fait référence à des passages de l'Ancien Testament, où des « prophètes » auraient massacré des peuples pour prendre leur place, justifiant le massacre du peuple palestinien et son expulsion hors de son pays.

Cet ennemi que nous combattons ne reconnaît pas l'existence du peuple palestinien, et prenant pour exemple des passages de l'Ancien Testament, que ses colons lisent à leur manière, il considère que les peuples arabes sont de race inférieure à leur « race ». Il prétend que son dieu lui a accordé le droit, et même ordonné de tuer, de massacrer, d'expulser quiconque s'oppose à ses projets.

Cet ennemi auquel nous avons affaire mène une guerre incessante contre la présence palestinienne dans son propre pays et dans son exil, à partir de sa vision coloniale, basée sur un mythe religieux. Même les non-croyants parmi les colons adoptent la version religieuse, parce qu'elle sert de catalyseur à leur projet colonial. Les puissances occidentales qui soutiennent ce projet colonial nommé « Israël » ont adopté cette version « biblique », même lorsqu'ils se considèrent athées. Et comme notre ennemi, ces puissances ne parlent de « guerre religieuse » que lorsque les Palestiniens revendiquent l'intégrité de leurs lieux saints.

Cet ennemi a expulsé de ses terres plus de la moitié du peuple palestinien, qui vit dans des camps de réfugiés, dans les territoires occupés de la Cisjordanie et à Gaza, et dans les pays arabes voisins. Cet ennemi refuse leur retour à leur pays et à leurs terres, et refuse de leur rendre leurs biens, considérant que leur retour signifierait la fin du caractère juif de l'Etat colonial qu'il a implanté en Palestine.

Cet ennemi que nous combattons est le pion avancé de l'impérialisme occidental dans notre région. La présence de cette colonie sioniste dans notre région est synomyme du maintien de l'ordre impérialiste et colonialiste, qui se manifeste par la partition de la région arabe et les guerres incessantes qui y sont menées, sous des prétextes divers. Les puissances impérialistes , Etats-Unis en tête, fournissent toute l'aide nécessaire au maintien de cette colonie implantée

en Palestine. Par le biais de cette colonie, les puissances impérialistes poursuivent leur guerre et volonté de mainmise sur la région.

Cet ennemi tente par tous les moyens d'effacer notre histoire et notre présence sur notre terre, une présence arabomusulmane millénaire, en détruisant nos lieux saints, nos tombes, nos lieux historiques, nos villages centenaires, nos arbres, nos villes, ou alors il falsifie leur signification pour en faire des lieux judaïsés ou des jardins « bibliques » ou « talmudiques ». Il corrompt notre histoire, notre religion et nos croyances, notre langue et notre littérature et cherche à corrompre notre âme pour nous faire accepter notre soumission.

Fort de l'appui occidental à ses visées, cet ennemi que nous combattons déploie sa version de l'histoire et du présent dans les médias, comme il déploie ses notions, concepts et nomenclatures, vite adoptées par les médias internationaux, devenus aveugles, anesthésiés, fidèles « chiens de garde » de la barbarie et de la monstruosité modernes. Ce faisant, ces médias sont complices des crimes de la destruction de la Palestine et de la négationdu peuple palestinien et de ses droits.

Cet ennemi que nous combattons est fourbe, menteur et criminel. Il n'a jamais abandonné son objectif premier, qui est l'invasion et la colonisation de toute la terre palestinienne, et même au-delà, s'il en a les moyens. Il a cependant réussi à faire signer par des dirigeants palestiniens et arabes des accords de « paix » qui n'ont servi qu'à réduire l'opposition à ses projets, alors qu'il a poursuivi son extension coloniale et sa destruction de la Palestine.

Cet ennemi que nous combattons poursuit l'expulsion des Palestiniens de leur pays, par divers moyens. Par les lois qu'il adopte, il a restreint la présence des Palestiniens dans al-Quds. Sous prétexte d'assurer la sécurité de sa présence coloniale, qui s'étend de la mer jusqu'au Jourdain, et du nord jusqu'au sud, il bombarde les zones palestiniennes, envahit et massacre, lâche ses meutes de colons sur les Palestiniens, pour détruire leurs moyens de vie, asphyxie les villes et les bourgs par les colonies, les routes coloniales, les barrages, le mur. Tous les actes commis depuis 1948 visent à expulser

les Palestiniens de leur pays. Les accords signés sous l'égide internationale ne représentent qu'un répit, quand le rapport de forces n'est pas entièrement en sa faveur.

Lorsqu'il démolit nos maisons, lorsqu'il tue nos enfants, lorsqu'il expulse les Maqdissis de leur ville, il trouve toujours un prétexte qu'il légalise par ses décrets et qu'il fait confirmer par ses tribunaux. Son objectif ne fut jamais autre que d'expulser notre peuple et s'emparer de notre pays. Ses « colombes » sont aussi fourbes et même plus, que ses « faucons », en parlant de « paix » qui signifie plutôt la pacification et la soumission volontaire de notre peuple.

Cet ennemi que nous combattons n'a réussi à installer sa colonie qu'en commettant des massacres et en expulsant notre peuple. Il fut aidé et soutenu par les puissances impérialistes, Grande-Bretagne en tête à l'époque, et aujourd'hui les Etats-Unis, le modèle parfait de l'invasion coloniale et de l'extermination des peuples. Malgré tous les crimes, il affirme être une victime lorsque notre peuple revendique son droit à le chasser. C'est l'exemple du voleur pris sur le fait qui crie à l'aide lorsque le propriétaire tente de récupérer son bien. Toute la logique sioniste est basée sur cette équation.

Cet ennemi que nous combattons, nous ne pouvons et ne voulons pas vivre ni avec lui, ni à ses côtés, ni partager notre pays avec ses colons. C'est pourquoi nous l'avons combattu depuis qu'il a commencé à s'infilter dans notre pays, et que nous le combattrons jusqu'à sa disparition.

L'ouverture de tous les fronts avec l'ennemi est un devoir de la nation

Déclarations de Abu 'Imad Rifa'î, représentant au Liban du mouvement Jihad Islamique en Palestine, au quotidien Assafir

Dans un entretien paru dans le quotidien Assafir, Abu Imad Rifâ'î, représentant au Liban du Mouvement du Jihad islamique en Palestine, a déclaré que l'Intifada n'est qu'à ses débuts, elle va se poursuivre, à des cadences variées, comme cela s'est passé au cours des intifada précédentes, en 1987 et 2000, affirmant « notre peuple possède un souffle long et une volonté inébranlable. Il affrontera la politique des exécutions et la répression israélienne ».

Il a signalé deux caractéristiques du mouvement populaire palestinien actuel, la première est qu'il englobe l'ensemble des territoires occupés, y compris ceux occupés en 1948 « ce qui donne une signification très importante à la nature du conflit. » Ensuite, elle se caractérise par la « guerre des couteaux » qui a surpris et déstabilisé l'ennemi. Pour Abu 'Imad Rifâ'i, il est significatif que le pessimisme n'a pas touché la jeunesse palestinienne, car ce sont de nouvelles générations, qui ne se rappellent pas les intifada précédentes, certaines n'étaient même pas nées au cours de la première. Malgré cela, elles ont pris la responsabilité de se soulever contre l'ennemi qui ne peut effacer la mémoire palestinienne.

Concernant les objectifs de l'Intifada actuelle, à la question de savoir si elle se limite à protéger les lieux saints ou si elle ira plus loin, Abu 'Imad Rifa'î a précisé que le mouvement du Jihad islamique en Palestine a défini deux objectifs principaux au mouvement palestinien actuel : protéger les lieux saints, et en premier lieu empêcher le partage de la mosquée al-Aqsa, dans le temps et dans l'espace, et affronter la politique de judaïsation d'al-Quds, mais aussi libérer la Cisjordanie et lever le siège contre Gaza. Il a affirmé que ce qui se passe aujourd'hui est de nature à renouer la liaison de part et d'autre de la patrie palestinienne occupée, de son extrême nord à son extrême sud, « ce qui signifie de fait faire échec à la voie d'Oslo et à ses néfastes conséquences sur la situation palestinienne ». Il a souligné « qu'il est difficile de ne pas s'arrêter sur ce qui se passe dans les territoires occupés en 1948, et la lutte qu'y mène notre peuple, et les changements qui suivront ».

A la question « faut-il intensifier la lutte vers une guerre armée contre l'occupation » ? Il a répondu : « cela dépend des agissements de l'ennemi. La bataille peut prendre des formes variées. La forme actuelle est une intifada populaire et la guerre des couteaux ». Il a indiqué que l'évolution de l'action armée intervient dans le cadre de l'accentuation israélienne, que ce soit envers les lieux saints, ou sa politique de répression et de meurtres. « la bataille est ouverte avec l'ennemi et nous avons de nombreuses tactiques ».

Il a indiqué que le premier ministre israélien vit une véritable crise, car il n'a réalisé aucun acquis au cours de ses précédentes guerres contre le peuple palestinien, tout comme il n'a pas pu profiter de la situation arabe actuelle. De plus, « l'Israélien a été neutralisé par les Etats-Unis et la Russie, il n'a plus aucun rôle, et l'entité israélienne qui se présentait dans le passé comme étant le sauveur des projets occidentaux, son rôle est devenu inexistant, Israël a besoin désormais d'être protégé ». Abu 'Imad Rifa'î s'attend à ce que le premier ministre israélien accentue sa politique au cours de l'étape suivante, étant sous l'influence de la société israélienne extrémiste, et il essaiera de faire jouer la surenchère.

Concernant les circonstances entourant la situation arabe, que beaucoup considèrent comme n'étant pas propices à l'Intifada, Abu 'Imad Rifâ'î a déclaré : « notre peuple a combattu seul au cours de plusieurs batailles, sinon toutes », sans qu'il nie que la situation arabe en crise aura des répercussions sur la capacité des Palestiniens. Mais le peuple palestinien, selon lui, va ramener la considération à la cause palestinienne, il va unifier les Arabes autour de la cause, et il l'imposera en tant que priorité arabe et internationale « après l'échec de toutes les tentatives de la supprimer et de la rayer ».

Le Jihad islamique en Palestine considère qu'il est du devoir de la nation de se révolter pour protéger ses lieux saints, sachant que ces lieux ne sont pas seulement musulmans, mais aussi chrétiens. Le mouvement réclame la coupure des relations « publiques » avec l'ennemi, et celles qui ont été gardées « sous la table », comme un pas minimum pour cette étape.

Quant aux fronts, le Jihad islamique en Palestine se distingue du mouvement Hamas, par exemple, qui ne demande pas l'ouverture d'une bataille avec l'Israélien sur ces fronts. Le Jihad islamique en Palestine considère que « l'ouverture de tous les fronts avec l'ennemi est un devoir de la nation », pour protéger ses lieux saints, notamment lorsqu'ils sont menacés, comme la mosquée al-Aqsa.

Dans une autre interview, Abu 'Imad Rifa'î a déclaré que « l'exécution par l'armée israélienne des Palestiniens ne mettra pas fin à la flamme de l'Intifada qui se déroule dans toute la Palestine ». Il a affirmé que le premier ministre Netanyahu a donné l'ordre de tuer les Palestiniens pour arrêter l'Intifada, en insistant sur le fait que toutes les tentatives de l'ennemi pour arrêter l'Intifada vont échouer. Il a expliqué que les opérations au couteau et à la voiture

dans al-Quds et l'intérieur occupés, expriment sincèrement la capacité du peuple palestinien à affronter l'ennemi, et sa capacité à protéger ses lieux saints. Il a indiqué que la police de l'ennemi a tué des Palestiniens, prétendant qu'ils tentaient de mener des opérations au couteau contre les colons, comme par exemple lors de l'assassinat de l'enfant Hassan Khaled Munasra, 13 ans, assassiné de sang-froid.

Abu 'Imad Rifâ'î a indiqué que l'assassinat des enfants et des femmes, en prétendant qu'ils tentaient de mener des opérations contre les colons, indique la sauvagerie de l'armée « israélienne », son racisme et sa haine des Palestiniens, alors que l'exécution par les Palestiniens des opérations contre l'ennemi indique que le peuple palestinien penche vers la voie de la résistance, qui est la voie la plus apte à dissuader « Israël » et à protéger les lieux saints. Il a par ailleurs indiqué que les opérations seront de plus en plus nombreuses les jours prochains.

Palestine : vers une troisième intifada ?

Le COMITÉ ACTION PALESTINE

Vous invite à une soirée

projection et débat sur le thème :

Palestine : Vers une troisième intifada ?

Mercredi 21 octobre 2015 à 19h30

A l'Athénée municipal de Bordeaux

(Place St Christoly, Tram A et B, arrêt Hotel de ville)

Projection de « Jérusalem : Dernier acte d'une longue tragédie ? »

de Al Magharibia Channel avec les interventions au cours de cette émission

de l'écrivain antisioniste Jacob Cohen, du chirurgien Christophe Oberlin, et de l'avocat Gilles Devers.

Profitant d'une situation régionale chaotique au Moyen Orient, l'occupant sioniste accentue depuis le début de l'été sa répression contre le peuple palestinien. Les colons multiplient leurs agressions en n'hésitant pas à mettre le feu aux maisons au prix de causer la mort, en toute impunité, d'une famille entière le 30 juillet.

A Al Quds, la judaïsation se poursuit. Des colons et des soldats sionistes s'attaquent à la mosquée Al Aqsa, deuxième lieu saint de l'Islam. Ils en interdisent l'entrée aux fidèles à coups de gaz lacrymogène et de balles d'acier, les poursuivant jusqu'à l'intérieur de la mosquée. L'objectif affiché est de détruire Al Aqsa.

Face au silence complice de la « communauté internationale » et de l'autorité palestinienne, les jeunes Palestiniens prennent leur destin en main et s'organisent pour défendre Al Aqsa. Ils attaquent les barrages de l'occupation et affrontent les colons. Rapidement, des manifestations de soutien s'organisent à Jenine, Hébron, Naplouse, Qalqilya et aussi à Gaza. Ni les assassinats de sang-froid par les forces sionistes, ni les centaines de blessés et d'arrestations ne semblent pouvoir arrêter la colère et la volonté de cette nouvelle génération de résistants palestiniens.

Le 27 septembre, le Comité de Suivi des Masses Arabes dans la Palestine occupée en 1948 déclare que l'ensemble du peuple palestinien est concerné par la mosquée Al Aqsa et doit s'opposer à la judaïsation de la ville d'Al Qods. Le 6 octobre, les factions et les partis palestiniens, Hamas, Fatah, FDLP, JIP et FPLP appellent à un soulèvement général contre l'ennemi occupant sioniste.

Le Comité Action Palestine vous invite à venir nombreux pour échanger sur la situation en Palestine et le soutien à apporter à la résistance du peuple palestinien.

×

Ouvert à tous, sans frais de participation

L'agression arabe du Yémen



Article de Omar Mazri publié le 28 mars 2015 dans Libération-Opprimés

Alors qu'il est interdit de verser le sang sans droit et sans justice l'Arabie et ses alliés agressent le Yémen. Les Saoudiens ont bombardé la capitale Sanaa qui demeure l'unique ville arabe qu'aucun envahisseur arabe, britannique, portugais, ottoman n'a pu occuper par le passé. Il y a là un signe des temps qui ne trompe pas. Bien entendu l'esprit non partisan et indépendant ne peut rester indifférent devant l'armada bédouine mobilisée contre un peuple arabe alors que le peuple arabe palestinien n'a jamais bénéficié d'un soutien réel et conséquent de la part de ses bédouins. Pourquoi ?

En réalité j'ai apporté ma réponse en expliquant depuis plusieurs années que ce qu'on appelle la décolonisation est un processus de désengagement militaire et policier trop coûteux en faveur de la transformation des anciennes colonies en comptoirs commerciaux selon le principe de l'inégalité des termes de l'échange. Ce processus, avec l'hégémonie américaine sur l'Europe, arrive à son terme et se fait remplacer par un autre : les armées arabes deviennent des armées coloniales

agissant pour le compte de l'Empire. C'est le même souci d'économie, d'efficacité et de prédation avec une nouvelle doctrine militaire qui fait du champ de bataille le social, la culture, la technologie et l'économie, du système d'arme la communication et la médiatisation, de l'action militaire une supervision stratégique. La tactique est confiée aux vassaux européens. L'exécution aux sbires arabes et africains. Le Yémen, après la Libye, du fait de l'absence d'un Etat fort, est un champ d'apprentissage et d'expérimentation de la nouvelle doctrine.

Dans mon analyse assidue des « révolutions arabes » de l'absence de curseur idéologique, de la faiblesse l'encadrement politique, de la démagogie du discours j'ai vu avec lucidité la chute tragique de l'élan populaire et la récupération du sang versé par les opportunistes avides de pouvoir. Dans mon analyse je voyais la Syrie, la Libye, l'Egypte et le Yémen sombrer dans le pire. J'ai vu l'échec flagrant de ceux qui se réclament de l'islamisme comme ceux se réclamant du progressisme ou du libéralisme. Froidement et sans parti pris j'ai vu deux horizons. Le premier c'est la querre fratricide sunnite chiite et Arabes Perses. Le second c'est le renouveau de la « Révolution » sous d'autres couleurs et d'autres encadrements, car l'idée du changement est dans l'air, car l'échec des premiers sera capitalisé. Quand et où ? Je ne pouvais deviner. J'avais l'intuition que cela devait se produire comme étant logique, nécessaire historiquement. J'ai pensé que ce serait en Egypte une fois que les nationalistes, les frères musulmans, les salafistes, les azharites et les miliaires auraient épuisé leurs peu d'argument. Cela s'est passé au Bahreïn et cela se passe maintenant au Yémen. L'histoire a son aspect mystique lorsqu'on la débarrasse des mythes. La porte est ouverte, grande ouverte partout pour tous les scénarios.

Il y a bien entendu d'autres raisons que nous allons passer en revue brièvement.

Il faut être aveugle et ignorant pour ne pas savoir que l'Arabie des Saoud et les territoires des roitelets bédouins sont une création de l'Empire britannique et un instrument de l'Empire américain. Que les auxiliaires de l'empire et du sionisme soutiennent l'agresseur et se réjouissent de l'agression ne doit pas nous étonner. L'argent de la corruption, l'instrumentalisation de la religion et les commandements US expliquent l'impensable.

L'impensable est une guerre fratricide entre musulmans pour le compte de l'Empire et au profit du capital militaro industriel, financier et pétrolier. Cette guerre n'est pas née du néant. Elle a commencé avec la manipulation de Sadam Hussein amené à entrer en guerre avec l'Iran après la révolution iranienne. Elle continue de faire son chemin dévastateur après la « révolution arabe ». Dans ce long chemin, très court sur le plan historique, nous avons assisté à trois phénomènes majeurs :

La destruction des territoires arabes grands par leur histoire, leurs ressources et leurs géographies : Algérie, Soudan, Irak, Syrie, Libye. Dans cette destruction massive et durable du monde arabe, l'Arabie saoudite a été l'argent, le cerveau et l'inspiration religieuse pour transformer une jeunesse avide de changement politiques et d'édification nationale après la décolonisation en une masse informe, inerte, bigote, intégriste, imprécatrice jetant l'anathème sur les musulmans. La culture saoudienne a instauré dans nos pays le seul islam qui soit toléré par l'Occident : un islam bigot sans vocation civilisatrice, un islam servile et consumériste qui sert les intérêts de l'Empire et du capital étranger. A proximité de cette masse inerte et soumise les saoudiens et leurs réseaux arabes ont favorisé l'émergence de noyaux extrémistes versés dans la violence pour donner crédit à leur machine de guerre médiatique, politique, militaire et idéologique : l'islamophobie pour imposer l'Occident et l'Arabie saoudite après avoir mis en défiance

les musulmans les uns contre les autres et mis les non musulmans en méfiance contre les musulmans.

- La résistance iranienne. Les Iraniens sont parvenus à se fédérer, à se démocratiser, à s'industrialiser et à instaurer leur présence comme force stratégique dans la région selon le principe simple et efficace qui énonce que « la nature a horreur du vide ». Ce sont les Arabes qui ont créé le vide et qui ont vendu le vide à leurs peuples et à leurs alliés pour ne récolter que le chaos, la vassalisation et le terrorisme.
- La résistance palestinienne qui se trouve otage des divergences politiques arabes et palestiniennes et des pressions financières et diplomatiques arabes et internationales. Nous avons vu comment le HAMAS s'est trouvé impliqué dans la crise syrienne et dans le conflit fabriqué entre sunnites et chiites au détriment de la cause palestinienne rejoignant les errements de l'OLP et de ce qu'on appelle l'Autorité palestinienne qui n'est rien d'autre qu'instrument anglo-saxon d'administration de l'occupation sioniste de la Palestine.

Les bédouins, par leur nature vassale et irresponsable, ne peuvent donc qu'alimenter nuisiblement ces trois phénomènes. L'aura prestigieuse et usurpée de « Serviteur des deux lieux saints » de l'Islam ne peut cacher la trahison envers Al Qods (Jérusalem), le démantèlement de ce qui reste de cohérent et d'homogène dans le monde arabe, la diffusion de la mentalité rétrograde et contraire à l'Islam, le soutien du terrorisme intégriste. Derrière ce qui semble incohérent il y a une politique satanique. Ne pas voir cette politique satanique c'est ne pas comprendre les multiples insenséismes géopolitiques et religieux dont à titre d'illustration :

Créer l'organisation des pays islamiques pour contrecarrer les nationalismes arabes qui investissaient dans l'enseignement publique et l'industrialisation nationale

- Organiser un Jihad international dès 1978, contre la révolution de Saur en Afghanistan qui installa un gouvernement d'inspiration socialiste proche de Moscou ennemi de Washington. Lorsque le sunnite afghan kalbu Eddine hakmatiyar etait prêt d'importer la bataille décisive et que Moscou a engagé des négociations pour un retrait qui préserve les vies humaines et sauve les relations à long terme entre les deux pays, l'Arabie saoudite, la France et les Etats-Unis ont choisi Messaoud pour torpiller le processus de paix et instaurer la guerre civile.
- Accepter l'alliance avec les « mécréants » dans un pacte pétrole contre sécurité des régimes tout en exportant le désaveu et la guerre contre les « mécréants » dans les autres pays musulmans.
- Etre l'allié du Shah laïc et ennemi du clergé iranien.
- Désavouer le FIS sunnite algérien, les Frères musulmans égyptiens et les Houttistes chiites yéménites au nom de la légitimité du pouvoir en place, mais encadrer militairement et financièrement les destructeurs de l'Etat en Libye et en Syrie.
- Implanter le Wahabisme dans le monde arabe, mais collaborer avec la Turquie « frériste » et ottomane pour détruire la Syrie et l'Irak.
- Dévoyer le Soudan pour le partitionner en zone utile et zone de conflit puis faire de ses gouvernants avides de pouvoir et corrompus jusqu'à la moelle épinière non seulement les fossoyeurs du projet islamique au nom duquel ils ont mené une politique absurde, mais les vassaux dociles de l'Empire. Pour l'anecdote si le Soudan était bien gouverné et si l'argent arabe était bien dépensé tous les musulmans auraient mangé à satiété des ressources soudanaises. Les Yéménites, les Soudanais, les Egyptiens, les Afghans et les

Bengalis seraient « prospères » alors que le FMI et la Banque mondiale seraient en faillite.

Derrière ces paradoxes il y a un cynisme qui veut détruire le monde arabe et l'Iran pour imposer la continuité de Sykes Picot à la sauce américaine. Lorsqu'on parle de sauce américaine on parle de plusieurs choses :

- géopolitique du pétrole,
- relance de la machine économique par l'industrie militaire,
- interdiction aux Arabes et aux musulmans d'avoir un projet d'éveil ou de renaissance civilisationnelle qui viendrait comme alternative au matérialisme capitalisme,
- empêchement des Russes et des Chrétiens d'Orient de faire jonction avec les autres peuples et les autres religions sur un projet aussi ambitieux que l'Eurasie. L'Eurasie est économiquement, financièrement et politiquement la mise à mort de l'Empire anglo-saxon. Le monde arabe et musulman est au cœur des enjeux planétaires, mais les musulmans sont prisonniers de leur ignorance et de leur bigotisme.

Le Yémen aurait pu connaitre la paix et la prospérité et devenir l'équivalent de Singapour si les Bédouins avaient eu la morale humaine et la vision politique d'investir dans l'éducation, l'industrie et l'agriculture au lieu de provoquer les déchirements du Yémen dont les pires moment remontaient à la guerre froide et à l'insenséisme des Arabes qui divergeaient entre progressistes alliés de Moscou et monarchistes alliés de Washington. Dans un cas comme dans l'autre le « peuple » ou la « nation » et « Dieu » étaient de la rhétorique comme le sont aujourd'hui islamisme et libéralisme ou démocratie et patriotisme. Les canailles font de chaque valeur un refuge et parviennent à y rassembler d'autres canailles plus stupides. Nasser plus populaire que Sissi avait conduit l'Egypte à perdre des milliers de ses fils

au Yémen au début des années 60. Où va aller Sissi avec une Egypte meurtrie, endettée et corrompue. Le sang des Egyptiens qu'il a sur la conscience ne peut être lavé par le sang des Yéménites.

Pourquoi agresser le Yémen dans cette période ? Les mêmes, gouvernants, les mêmes « savants » musulmans et les mêmes imposteurs et usurpateurs de l'Islam se rangent derrière les Bédouins comme ils l'ont fait lorsque l'OTAN détruisait la Libye et les terroristes détruisaient la Syrie. Ils n'ont aucune justification morale ni religieuse. Le sang qui coule vient s'ajouter à leurs forfaitures. Chacun répondra devant Dieu pour ses paroles et ses actes. Chaque goutte de sang versée sans droit viendra demander justice. Les bigots, les politiciens et les opportunistes qui approuvent l'effusion de sang par leur consentement ou par leur silence auront à répondre le Jour de la Rétribution.

Pourquoi agresser le Yémen dans cette période ? Lorsqu'on sait que les Etats-Unis assassinaient avec l'aide de l'armée yéménite les présumés dirigeants d'Al Qaïda et qu'ils ont relativement encouragé les Houttistes à prendre le pouvoir et à lutter contre les Takfiris on reste dubitatifs sur l'intervention saoudienne. Est-ce que les Etats-Unis sacrifient le Yémen pour faire oublier leur échec en Syrie et en Ukraine ou est-ce que leur satanisme dépasse toute imagination.

Pourquoi agresser le Yémen dans cette période ? Est-ce que les Perses et les Chiites sont un danger pour le monde arabe et l'Islam ? Est-ce qu'ils n'ont pas le droit de revendiquer et d'avoir du pouvoir parce qu'ils n'appartiennent pas à la doctrine de l'orthodoxie sunnite ? Où sont et qui sont les Sunnites ? Quelles sont les divergences doctrinales entre sunnites et sont-elles moins ou plus graves que celles avec les chiites et les ibadites ? Est-ce que nous sommes conscients de la gravité de la situation ? Qu'allons-nous dire à Dieu ?

Pourquoi agresser le Yémen dans cette période alors la raison humaine et la géopolitique appellent le musulman et l'Arabe à s'interroger sur :

- Presque 5 ans de guerre civile en Syrie sans perspective de règlement autre que l'huile jetée sur le feu par les Bédouins.
- La fragmentation de la Libye qui touche la Tunisie et qui va toucher l'Algérie.
- La Jordanie qui livre la mer noire à Israël au détriment de son écologie et de ses voisins arabes.
- L'Egypte paupérisée et sans projet de démocratisation et de développement sérieux qui se trouve entrainé par un maréchal ambitieux à intervenir pour le compte de tiers en Libye et au Yémen. Sur plusieurs fronts, internes et externes, comment l'Egypte va-t-elle résister à l'Ethiopie lorsqu'il faut régler le contentieux hydraulique et surtout comment envisager un instant qu'Israël n'a pas le projet de se débarrasser à jamais de la plus grande armée arabe à ses frontières.
- L'armée irakienne et la défense populaire (peu importe qu'elle soit sunnite, chiite ou sans religion) qui s'organise (avec l'aide de l'Iran) pour contrer DAESH (soutenu par l'Arabie saoudite, ses donneurs d'ordre et ses alliés).
- Quel crédit donner aux dirigeants arabes et à leurs « savants » lorsque l'Amérique et la France soutiennent et armes les bédouins contre les Arabes ?
- Que représentent politiquement, intellectuellement, économiquement et socialement dans les masses arabes les bigots salafistes qui ont fait de l'Arabie saoudienne leur Qibla ?

Il est impensable que les « Arabes » ne se soient pas posé ces

questions et qu'ils entrent dans une guerre.

Si la majorité des naïfs croient que c'est ainsi qu'il faut mettre fin à l'expansionnisme iranien et chiite cela prouvent qu'ils n'ont aucun sens des réalités.

La première réalité est celle des lois de la thermodynamique. Il y a trop d'énergie gaspillé dans le monde arabe sans que cela puisse continuer à être supporté. Personne ne sait quand, où ni comment et avec quelles forces les énergies vont se libérer. Elles peuvent être créatrices ou chaotiques. Dans un cas comme dans l'autre elles ne seront pas favorables aux systèmes en place. Il est impossible que la crise puisse durer éternellement. Les élites en place seront plus touchés que les peuples qui n'ont plus rien à attendre à moins d'être chair à canon pour des causes qui ne concernent ni leur religion i leur nation ni le devenir de leurs enfants.

La seconde réalité est celle de l'Iran. L'Iran, qu'on soit d'accord ou opposé à sa politique, a construit une compétence de compter sur ses forces, une industrialisation, une capacité de mobilisation silencieuse et efficace. Il a surtout construit des alliés stratégiques organisés et disciplinés qui peuvent livrer bataille idéologique, politique et militaire dans les pays arabes. Cela signifie qu'à moyen terme ce sont les Arabes qui vont s'auto détruire au pire des cas sinon ce sont les iraniens qui vont gagner au meilleur des cas. Les iraniens non seulement ne sont pas stupides pour intervenir directement et ouvertement, mais ils ont les capacités de superviser le combat où se dessine leur avenir et celui des monarchies arabes.

Pour l'instant l'Empire et le sionisme ont une capacité de nuisance redoutable, mais force est de constater qu'elle perd de plus son efficacité, son hégémonie voire son contrôle sur les événements pour sombrer dans le chaos.

Troisième réalité. On peut donc dire qu'à quelque chose

malheur est bon puisque la crise va s'aggraver et les contradictions s'aiguiser et favoriser ainsi l'effondrement prévisible et visible du système dominant. La nature et la direction de ce changement va dépendre des Arabes, des Musulmans et bien entendu du rôle des Russes et des Chinois. L'histoire est en train d'impliquer la Russie dans un destin planétaire. Après la Syrie et l'Ukraine, le Yémen directement ou l'Iran indirectement est une autre voie de manœuvre pour les Russes.

La quatrième réalité est celle du pétrole. L'Arabie saoudite a brisé les revenus de la Russie, de l'Algérie, de l'Iran, du Venezuela sans que cela n'apporte un gain aux peuples ni une réalité des prix. Ce sont toujours les compagnies américaines qui exploitent, prospectent et consomment selon leurs propres stratégies. Les Arabes bédouins continuent de dépenser plus que ce qu'ils produisent, la guerre va détruire leurs ressources, mais elle ne va pas enrayer leur culture du gaspillage.

La cinquième réalité est celle de l'accord probable entre les Etats-Unis et Iran sur le nucléaire iranien. Cet accord est plus important pour le président Obama qui aurait ainsi à son actif un fait historique. La guerre durcit la position iranienne et fragilise Obama qui finalement se retrouve président sans pouvoir et sans destin. Cela signifie que la crise est grave, elle ne concerne pas les Arabes et leur folie, mais l'Amérique, ses institutions et ses centres de décision. La France, pour l'instant, est sans destin, sans cap ni capitaine. L'alignement du président Hollande sur l'Arabie et ses couacs en Syrie et en Ukraine ne fait que reconduire les catastrophes de Sarkozy en Libye.

La sixième réalité est celle de la réalité politico religieuse au Yémen. La propagande veut nous présenter ce qui se passe au Yémen comme un coup d'Etat chiite contre un président sunnite. Le président est un président sortant qui a échoué dans son mandat. Les « Ançars Allah » sont certes chiites, mais leur principal allié est l'ancien président Ali Abdallah Salah qui est sunnite et qui jouit d'une grande estime dans la population malgré qu'il fût renversé par la « révolution arabe ». Salah a toujours la confiance de l'armée et le soutien d'une partie des savants sunnites du Yémen. C'est cette armée qui a permis aux Houttistes de renverser l'ancien régime.

La septième réalité est celle de l'expérience égyptienne : Le président Morsi était élu démocratiquement et il était sunnite pourquoi n'a-t-il pas été soutenu et défendu ? Est-ce que le Pakistan a une compétence religieuse, humaniste, légale sur le plan du droit international pour intervenir dans une coalition « islamique » contre un pays arabe souverain alors qu'il n'est capable ni de pacifier son propre peuple ni d'aider les Afghans à se libérer de l'occupation étrangère ?

La huitième réalité est celle du terrain. Toutes les doctrines militaires savent qu'il ne suffit pas de pilonner l'ennemi par l'aviation et l'artillerie pour le vaincre, il faut occuper le terrain, le pacifier et le nettoyer de tout embryon de résistance qui pourrait prendre les armes ou la parole qui mobilise contre le vainqueur. Les Palestiniens de Gaza ont résisté glorieusement à trois agressions sionistes. Les terroristes de DAESH en Irak et en Syrie résistent depuis des mois au pilonnage de la coalition internationale. Les membres présumés d'Al Qaida au Yémen sont toujours actifs malgré les drones et les missiles américains provenant de la mer, de l'air et de la terre ? Est-ce que les Houttistes, soutenus par l'Iran et une partie de la population arabe, vont s'effondrer ? N'ont-ils pas remportés la première manche contre l'Arabie saoudite en 2009 ?

Nous ne sommes donc pas encore dans un scénario où l'Arabie et la coalition des bédouins vont gagner la bataille. Mais dans l'hypothèse improbable d'une défaite cuisante des Houttistes il n'y a que deux scénarios probables sachant que celui de la paix est définitivement éliminé :

- guerre civile dans un pays qui vit dans une situation de conflit presque éternelle avec cette fois-ci exportation à l'intérieure des frontières des monarchies menaçant leur sécurité nationale,
- fédération des yéménites arabes dépassant le clivage sunnite chiite sur le principe de résistance à l'agresseur.

Dans un cas comme dans l'autre le conflit va durer et va réveiller les conflits de clans et de tribus dans des territoires qui ne connaissent ni la mentalité républicaine ni l'appartenance à l'Etat moderne. Il est logique de voir prochainement le rapport de forces militaires en faveur de l'aviation saoudienne se changer en faveur d'une force de frappes par les missiles que l'Iran et la Russie livreraient à la résistance yéménite. Les territoires yéménites occupés par saoudite comme Najrane seraient revendiquées l'Arabie militairement, socialement et politiquement. A titre de rappel, l'Empire américain avec sa logistique, ses armées et sa technologie n'a pu l'emporter sur l'Irak ni sur l'Afghanistan ni sur la Somalie. Il a généré des entropies acceptables au regard de son éloignement géographique. L'Arabie est trop proche pour ne pas être touché par les conséquences de son aventure vouée à l'échec.

Ces bédouins n'ont rien à voir avec les Omeyades, les Abbassides ou les Ottomans. Ils n'ont ni ancrage historique ni profondeur civilisationnelle. Ils seront donc effacés de l'histoire de la même manière qu'ils y sont entrés par effraction. Si les Américains ont le culte du pragmatisme, les Bédouins n'ont pas de culture politique à moins que nous sommes déjà dans une bataille contre l'Iran. Cette guerre est repoussée depuis trop longtemps. La confusion ne peut durer encore longtemps. Les informations font état d'une mobilisation massive de la flotte militaire américaine près des côtes iraniennes et arabes, mais ils oublient que les Arabes chiites représentent au Moyen-Orient entre 10 à 40 % de

la population locale. Les armes les plus sophistiques aux mains des appareils les plus organisés dans la répression n'ont aucune garantie de maitriser la situation. Le Yémen en fait déjà la démonstration depuis quelques semaines. Les milliers de milliards de dollars d'investissements et de chiffres d'affaires réalisés par les riches arabes peuvent disparaitre en un clin d'œil du fait de la guerre. Est-ce que le sectarisme ethno religieux sera plus fort que le sens des affaires ? Dans quelques jours on aura la réponse ! En attendant nous félicitons l'Algérie et Oman pour leur neutralité.

Neuvième réalité, la plus amère. Les gouvernants arabes et les mouvements islamiques — en particulier les Frères musulmans et les Salafistes — n'ont pas de curseur idéologique ni de carte politique. L'aveuglement les conduit à devenir des marionnettes que l'Empire manipule selon son agenda. N'est-ce pas étrange que les FM soient décapités en Egypte, mais actifs en Syrie et au Yémen ? N'est-ce pas étrange que le tout petit Qatar refuse à Sissi le droit d'intervenir en Libye? N'est-ce pas étrange que le Qatar promu à être avalé par l'Arabie saoudite se trouve pièce maîtresse dans le dispositif d'agression contre le Yémen à coté des néo-ottomans? Ce qui réuni tous ses gens malgré leurs divergences psychologiques et doctrinales est leur crapulerie mise au service de l'Empire. Là où vous voyez un musulman trahir les valeurs de l'Islam et contribuer à l'effusion du sang vous trouverez la pire des crapuleries et la pire des soumissions. Je me rappelle l'interview du défunt Erbakan où il décrivait Erdogan comme l'ambitieux le plus dangereux pour la cause musulmane et pour la nation turque. L'argent versé par les Arabes à l'Egypte depuis un mois prouve qu'il y a préméditation d'agression contre le Yémen et d'autres pays.

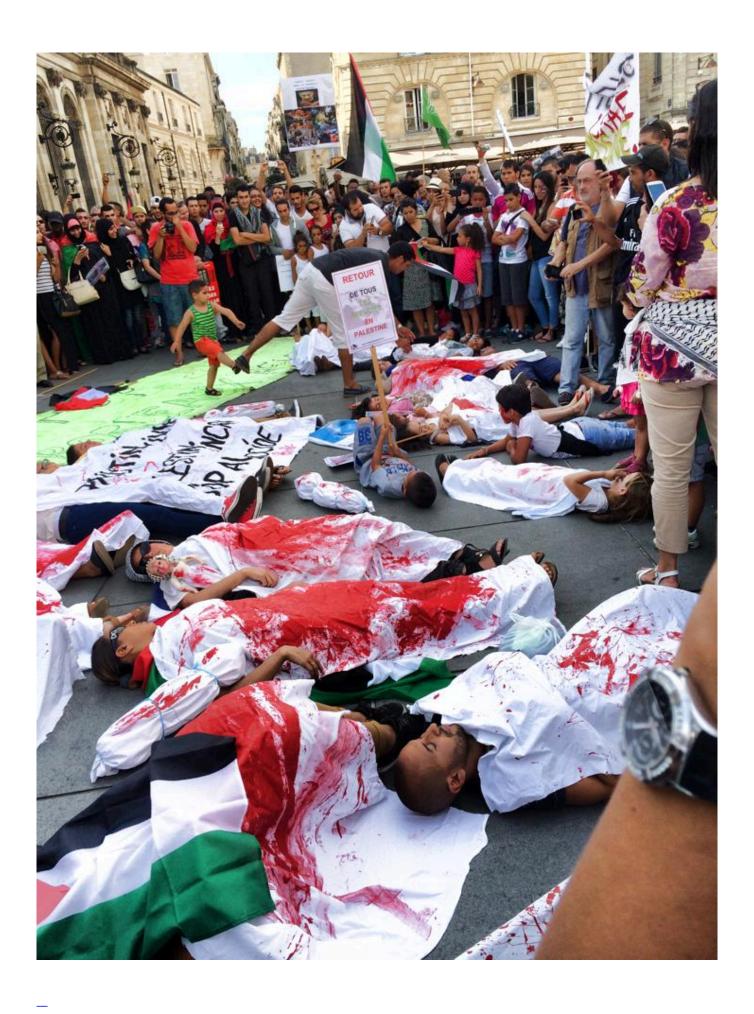
Enfin il faut poser ou reposer la question fondamentale et décisive de la légitimité du pouvoir : qui a compétence à légitimer ou à délégitimer un gouvernant ou un aspirant à gouverner ? Qui est le mieux placé pour juger et décider souverainement : le peuple musulman ou les gouvernants étrangers « islamiques » ou mécréants ? L'Arabie saoudite n'a aucune compétence pour s'ingérer dans les affaires nationales d'un autre pays. Qui est plus concerné pour décider de son sort : un peuple qui vote démocratiquement pour élire ses représentants ou qui se rebelle contre la dictature qui lui confisque ce droit ou bien un savant musulman instrumentalise la religion et qui intervient dans l'histoire, la sociologie et la politique d'un pays sans connaitre les tenants et aboutissement de ses conflits et antagonistes. L'Arabie saoudite et les « savants » musulmans peuvent se permettre toutes les folies car ils sont moralement des fous irresponsables et intellectuelles des gens conscients que face à eux il n'y a que des brigands et des corrompus. Il n'y a rien à attendre de ces paniers à crabes. Ces paniers à crabes savent que le pouvoir américain est divisé, confus en perte d'intelligence sur le monde et en profitent pour jouer en solo des rôles dont ils n'ont ni l'étoffe ni les moyens. Cela donne un désordre dont ils n'ont pas conscience qui ressemble à la réalisation de cette loi divine:

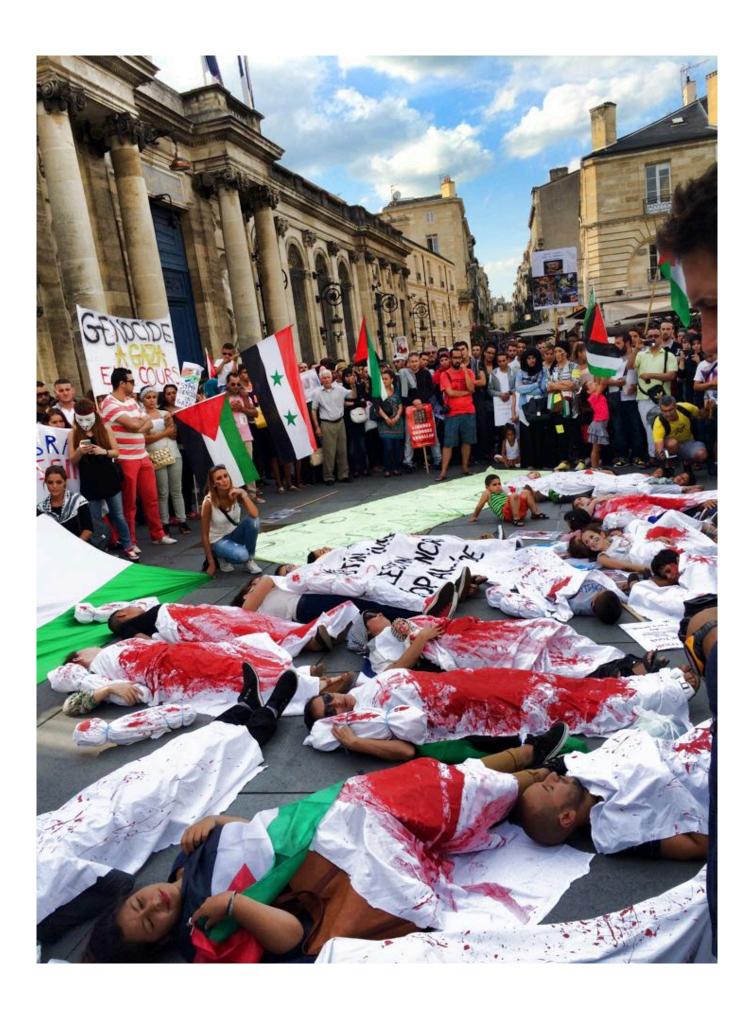
{Nous les emmenons graduellement vers leur perte sans qu'ils ne s'en rendent compte}

Dans quelques jours ou dans quelques semaines nous verront sans aucun doute la fragilité, la défaite et la honte de l'Arabie saoudite et de sa coalition corrompue et irresponsable. L'équation est simple où le Yémen sera le tombeau des monarchies où ces monarchies vont lever une armée plus grande pour agresser la Syrie et le Hezbollah. Ce qui va se passer est décisif. Chaque fois que les Palestiniens sont agressés des événement décisifs se réalisent dans le monde arabe malgré lui. Il y a une mystique de l'Histoire.

Manifestation du 23 juillet 2014

Mobilsation à Bordeaux pour Gaza le 19-07-2014





« 17 octobre 1961, ici on noie les Algériens »

Alors que les négociations pour l'indépendance de l'Algérie sont ouvertes à Evian depuis mai 1961, la répression de l'Etat français contre les militants du FLN en France s'intensifie et atteint son paroxysme en septembre-octobre 1961. Le 17 octobre 1961, la Fédération de France du FLN invite la communauté algérienne de Paris à une manifestation pacifique pour protester contre les mesures de couvre-feuinstaurées depuis le 5 octobre par le préfet de police Maurice Papon. Malgré l'interdiction de la manifestation, ce sont 30000 à 40000 Algériens - hommes, femmes, enfants - qui se mobilisent et se retrouvent sans défense face à des milliers de policiers. C'est alors le carnage, la répression est sanglante et sans limites. Plus de 12000 manifestants sont sauvagement arrêtés, torturés, certains sont jetés à la Seine. Les jours suivants, les rafles se multiplient. Des centaines d'Algériens sont expulsés. Alors que les officiels font état de 3 décès, le nombre des morts et des disparus s'élève selon de

nombreuses sources à plusieurs centaines. Et pourtant ce massacre odieux sera occulté pendant plus de 50 ans, aucune enquête ne sera diligentée et ce crime reste jusqu'à ce jour impuni. En novembre 2012, François Hollande déclare reconnaitre les faits, mais ne se prononce pas sur la responsabilité de l'Etat français.

« Même si il est rarement reconnu comme tel, il s'agit dans toute l'histoire contemporaine de l'Europe occidentale, de la répression d'Etat la plus violente et la plus meurtrière qu'ait jamais subie une manifestation de rue désarmée. Le nombre de victimes serait supérieur à celui de la place Tiananmen à Pékin en 1989 » 1

Alors que les négociations pour l'indépendance de l'Algérie sont ouvertes à Evian depuis mai 1961, la répression de l'Etat français contre les militants du FLN en France s'intensifie et atteint son paroxysme en septembre-octobre 1961. Le 17 octobre 1961, la Fédération de France du FLN invite la communauté algérienne de Paris à une manifestation pacifique pour protester contre les mesures de couvre-feu instaurées depuis le 5 octobre par le préfet de police Maurice Papon. Malgré l'interdiction de la manifestation, ce sont 30000 à 40000 Algériens — hommes, femmes, enfants — qui se mobilisent et se retrouvent sans défense face à des milliers de policiers. C'est alors le carnage, la répression est sanglante et sans limites. Plus de 12000 manifestants sont sauvagement arrêtés, torturés, certains sont jetés à la Seine. Les jours suivants, les rafles se multiplient. Des centaines d'Algériens sont expulsés. Alors que les officiels font état de 3 décès, le nombre des morts et des disparus s'élève selon de nombreuses sources à plusieurs centaines. Et pourtant ce massacre odieux sera occulté pendant plus de 50 ans, aucune enquête ne sera diligentée et ce crime reste jusqu'à ce jour impuni. En novembre 2012, François Hollande déclare reconnaitre les faits, mais ne se prononce pas sur la responsabilité de l'Etat

français.

La France de 1961, c'est la France de l'oppression coloniale, celle de la guerre d'Algérie, celle qui met en œuvre les mêmes méthodes racistes et criminelles contre la Résistance en Algérie et la population immigrée en métropole, les considérant toutes deux comme des menaces pour l'intégrité de la République française. Pourtant 50 ans plus tard, rien n'a changé dans le rapport que la République française entretient vis-à-vis de ceux qui sont originaires de son ancien empire colonial. Rien ne peut changer en effet, puisque la politique impérialiste française et sa mission dite « civilisatrice » — basée sur des conceptions racistes — sont des éléments constitutifs de la Nation française.

En témoigne la « Marche pour l'Egalité et contre le Racisme » dont nous célébrons cette année le 30ème anniversaire. Vingt ans après octobre 1961, les fils et les filles de ceux que la République française avait massacrés, se levèrent à leur tour pour dire « stop aux crimes racistes et réclamer l'égalité et la justice ». La République traita alors leurs revendications avec le même mépris que le colon vis-à-vis du colonisé. Adoptant la stratégie de "diviser pour mieux régner", elle s'appliqua, par des manœuvres politiciennes, à phagocyter le mouvement- notamment via la création de SOS-Racisme- à le discréditer et à l'entraîner vers l'oubli. En témoigne aussi les mesures répressives de type colonial, mises en place lors du soulèvement des jeunes des quartiers populaires en 2005. L'état d'urgence, procédure rarissime, fut décrété pour 12 jours. Le couvre-feu, pratique phare de la « guerre contreinsurrectionnelle » contre les résistants algériens pendant la bataille d'Alger, puis en France en octobre 1961, fut imposé dans plusieurs villes.

Non rien n'a changé. Depuis 50 ans la France conserve cette approche coloniale et raciste, élément structurel de la République française, permettant de tirer économiquement profit des classes sociales les plus défavorisées — indigènes

dans les colonies ou classes populaires issues de l'immigration — tout en réprimant sévèrement toute revendication d'égalité, d'indépendance, voire de soutien à l'indépendance des peuples. Au-delà de nos frontières, la politique interventionniste de la France en Irak (1991), Afghanistan (2003), Lybie (2011), Mali (2012) et sa volonté farouche d'intervenir en Syrie relève des mêmes mécanismes. L'impérialisme, « stade suprême du capitalisme », est un système barbare d'asservissement des peuples pour contrôler les ressources.

Nous, Comité Action Palestine, qui soutenons la résistance palestinienne contre le colonialisme juif en Palestine, réaffirmons que les liens inconditionnels entre l'Etat français et l'entité sioniste s'expliquent par des intérêts communs pour mener à bien cette politique coloniale et raciste. Nous tenons à rendre un profond hommage à toutes les victimes de cette politique et à tous ceux qui se sont levés, comme en Octobre 1961, et continuent à le faire pour lutter contre l'oppression.

1 : le 17 octobre des Algériens, Marcel et Paulette Péju, 2011, Ed° la Découverte.

Comité Action Palestine